

**José Manuel Durão Barroso**

**Président de la Commission européenne**

**ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE:  
L'HEURE N'EST PLUS AU DOUTE**

*Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort*

Programme Énergie de l'IFRI  
**Bruxelles, 24 mai 2007**

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'IFRI de m'avoir invité à vous présenter les objectifs que l'Union européenne poursuivra ces prochains mois en matière d'énergie et d'environnement. Je tiens d'ailleurs à saluer l'ensemble des travaux menés par l'IFRI, y compris sur ces questions capitales.

L'Union européenne a fait des défis de l'énergie et du changement climatique, qui sont liés, ses priorités de travail. Et ce n'est pas près de changer. L'énergie a joué un rôle moteur dans l'intégration européenne à ses tout débuts. Par un juste retour des choses, elle revient aujourd'hui au cœur de notre projet d'Europe politique.

Mais les questions que nous nous posons, nous Européens, sont les suivantes: quelle place ces défis occupent-ils dans "l'agenda" mondial? Ont-ils rang de priorité? Et si non, comment faire pour qu'ils l'obtiennent?

Tout d'abord, nous savons que la demande énergétique mondiale est en hausse et va continuer à augmenter. Si nous ne faisons rien pour infléchir le cours des choses, elle augmentera même de 60 % environ d'ici à 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Ensuite, les réserves européennes d'hydrocarbures sont en voie d'épuisement. D'ores et déjà, nous importons environ 50 % de notre énergie. Si nous ne changeons pas de politique, nous nous approcherons des 70 % d'ici à 2030.

Enfin, notre climat est en train de changer. Selon le groupe intergouvernemental sur le changement climatique, le GIEC, la température mondiale s'est déjà élevée de 0,7°C au 20<sup>e</sup> siècle. Et à en croire des estimations récentes de cet organisme, si nous faisons rien pour lutter contre le changement climatique, elle pourrait même gagner jusqu'à 4,7°C d'ici à la fin de notre siècle. Les derniers rapports montrent aussi que certaines régions d'Europe risquent d'être durement touchées par ces élévations de température.

La science produit rarement des certitudes. Mais les preuves sont désormais irréfutables. Le changement climatique est là, il est le produit des activités humaines, et ses effets se manifestent avec une évidence croissante.

Or nous savons aussi que la politique climatique va de pair avec la politique énergétique, puisque les émissions générées par la consommation d'énergie représentent trois quarts des émissions de gaz à effet de serre.

L'Union européenne, de son côté, s'est fixé un nouveau cap dans les domaines de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique. Très tôt, c'est-à-dire dès 2005, la Commission européenne a pris l'initiative en se saisissant de la question énergétique dans la contribution qu'elle a apportée à la rencontre des chefs d'État ou de gouvernement d'octobre 2005 à Hampton Court.

C'est sur la base de cette contribution que les dirigeants européens sont tombés d'accord sur la nécessité de mettre en place une politique européenne de l'énergie.

Ensuite, ils ont approuvé, en mars 2006, les orientations présentées dans le Livre vert de la Commission sur le contenu à donner à cette politique.

Enfin, ils ont donné leur accord, en mars dernier, à plus de vingt mesures proposées par la Commission européenne. Permettez-moi ici de mettre en lumière quelques-uns de nos objectifs.

Premièrement, augmenter de 20% l'efficacité énergétique d'ici à 2020, par un certain nombre de mesures concrètes.

Deuxièmement, multiplier par trois, d'ici à 2020, l'utilisation des énergies renouvelables, qui passeront à 20 %.

Troisièmement, miser fortement sur les technologies à faible intensité de carbone.

Quatrièmement, nous engager à développer le marché unique de l'énergie. C'est essentiel non seulement en termes de compétitivité, mais aussi de développement durable et de sécurité. Disons-le clairement: l'Europe a besoin d'une position interne commune si elle veut avoir une position externe commune. Et le marché unique est indispensable si l'Europe veut une véritable solidarité énergétique. C'est dans l'intégration, et non dans l'isolement, que se trouve notre sécurité énergétique.

Cinquièmement, renforcer le marché européen du carbone, qui couvre déjà 50 % de nos émissions et qui pèse plus de 20 milliards d'euros.

Je pense d'ailleurs que la question de l'énergie nucléaire sera incontournable pour les États membres. Elle mérite d'être débattue sans tabou. La Commission européenne, pour sa part, laisse naturellement le choix de leur bouquet énergétique aux États membres et respecte la diversité de leurs options. Mais elle est prête à les aider à engager un débat de fond s'ils le souhaitent.

Les mesures arrêtées en mars ont un objectif ambitieux, certes, mais réalisable: d'ici à 2020, réduire les émissions européennes de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport à leur niveau de 1990. Cet objectif, nous sommes d'ailleurs prêts à le relever à 30 % en cas d'accord au niveau mondial pour prévoir des réductions d'émissions comparables de la part des autres pays industrialisés et une contribution renforcée des pays en développement les plus avancés à l'effort collectif.

Il faut dissocier croissance économique et augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Je sais que c'est possible, parce que l'Europe l'a déjà fait. Depuis 1990, nos émissions ont diminué, alors même que notre économie croissait de plus d'un tiers.

C'est déjà très bien, mais la vérité, c'est que l'Union européenne ne pourra atteindre seule ses objectifs énergétiques et climatiques.

Pour trois raisons.

Premièrement, nous sommes dépendants des importations. L'Union européenne est déjà le premier importateur et le deuxième consommateur mondial d'énergie. Nos importations vont nécessairement augmenter. Et c'est en Russie, en Iran et dans des pays du Moyen-Orient que sont concentrées les plus grandes réserves de pétrole et de gaz au monde.

Deuxièmement, dans les nouveaux champs du développement énergétique, comme les énergies renouvelables et les hydrocarbures

propres, l'Europe n'est pas un camp retranché et ne doit pas se concevoir comme tel.

La troisième et dernière raison pour laquelle l'Union européenne ne pourra atteindre seule ses objectifs énergétiques et climatiques est évidente. On parle de réchauffement mondial, et non européen, tout simplement parce que c'est un problème mondial, qui appelle une solution au niveau mondial.

Le poids de l'Europe dans le volume mondial des émissions de gaz à effet de serre est de 14 % et il devrait être ramené sous la barre de 10 %, voire moins, d'ici à 2030. Avant 2020, les émissions des pays en développement dépasseront celles des pays industrialisés. Alors que peut faire l'Europe

pour contribuer à résoudre ce problème mondial?

Pour tracer le chemin à suivre, l'Union européenne devrait être guidée par trois grands objectifs.

Premièrement, il faut conclure un accord mondial complet "post-2012" de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire. Un accord qui fédère l'effort collectif de la communauté internationale pour atteindre l'objectif partagé d'une atténuation des dommages dus au changement climatique. Mais aussi un accord qui nous aide à relever les défis technologiques et financiers posés par ce phénomène.

Deuxièmement, il faut que l'Union européenne donne l'exemple. D'une part, nous devons démontrer que nous pouvons réduire nos émissions de gaz à effet de serre tout en dynamisant notre croissance économique. D'autre part, nous devons renforcer sensiblement notre coopération avec nos partenaires du monde entier pour développer et appliquer de nouvelles technologies à faible intensité de carbone.

Troisièmement, il faut diversifier notre politique énergétique – diversifier les formes d'énergie, les sources géographiques d'approvisionnement et les voies de transit.

Nous n'y réussirons pas du jour au lendemain. Il nous faudra non pas des mois, mais des années.

Or, si nous voulons poser les bases qui nous permettront d'atteindre nos objectifs, il y a plusieurs occasions à saisir dès cette année.

Mesdames, Messieurs,

Nous avons tenu récemment des sommets, avec les États-Unis et la Russie. D'autres vont se tenir avec le Japon et le Canada. L'Union européenne doit tirer parti des grands rendez-vous internationaux pour faire valoir sa stratégie énergétique et climatique.

Nous devons entretenir de bonnes relations énergétiques avec nos principaux fournisseurs; dans le cas du gaz, avec la Russie, la Norvège et l'Algérie. La dépendance énergétique en soi n'est pas nécessairement un risque. C'est le

comportement des fournisseurs qui peut l'être. Disons-le sans fard, nous avons besoin du pétrole et du gaz de ces pays, et eux ont besoin du marché européen. Cette interdépendance est mutuellement bénéfique tant qu'elle relève du jeu du marché, et non d'une partie d'échec géopolitique. Si j'ai une inquiétude, ce n'est pas dû au fait que l'Europe achète du gaz à l'extérieur de ses frontières, mais à la capacité du marché de nos principaux fournisseurs à honorer les commandes. Je rappelle que les dysfonctionnements dans l'approvisionnement en gaz ne sont pas du fait de l'Europe.

L'UE doit continuer à développer ses relations énergétiques dans son voisinage. Nous avons par exemple signé des protocoles d'accord sur l'énergie avec

l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Nous continuerons à travailler à la mise en place du corridor énergétique reliant l'UE, la Mer Caspienne et la Mer Noire.

Actuellement, nous intensifions aussi nos efforts pour renforcer les relations énergétiques dans la région euro-méditerranéenne, notamment par une coopération accrue avec l'Algérie, l'Égypte, les pays du Mashrek et le Moyen-Orient, y compris le Qatar, qui détient d'importantes ressources gazières. Nous allons travailler à l'instauration d'un cadre juridique pour l'énergie dans la politique européenne de voisinage, dans lequel la dimension méditerranéenne sera extrêmement importante.

En ce qui concerne l'Inde, nous dirons à nos partenaires que nous sommes prêts à les aider à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'une manière économiquement viable. Notre coopération dans le cadre de l'initiative conjointe UE-Inde sur le développement propre et le changement climatique est une excellente base pour le faire.

Quant à la Chine, elle sera davantage touchée par le changement climatique que l'Europe du Nord, selon le tout dernier rapport du GIEC. C'est pourquoi je me félicite des mesures prises par les autorités chinoises pour assurer la viabilité à long terme de la remarquable croissance économique de leur pays.

Sans une coopération plus étroite entre l'Union européenne et la Chine, la stratégie climatique et énergétique que nous entendons déployer au niveau mondial ne pourra pas réussir. Nous devons tirer parti du sommet prévu cette année pour donner un coup d'accélérateur à cette coopération et, en particulier, pour mettre en place un centre des énergies propres UE/Chine à Pékin.

N'oublions pas non plus l'Afrique. La Commission européenne a proposé un partenariat énergétique UE-Afrique, qui, je l'espère, sera officiellement adopté au sommet UE-Afrique de Lisbonne, au mois de décembre prochain.

Il faut surtout s'attacher à renforcer le dialogue UE-Afrique sur ces questions

d'accès à l'énergie et de sécurité énergétique; à investir plus dans les infrastructures énergétiques, en privilégiant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables; à classer dans les priorités de notre programme d'aide au développement le renforcement des capacités énergétiques et de lutte contre le changement climatique; à encourager l'injection des revenus du pétrole et du gaz dans le développement; à renforcer la transparence et la mise en place de structures favorables à l'investissement; et enfin, à intégrer le changement climatique dans la coopération au développement. Soyons francs: ce sont ceux qui en ont le moins les moyens qui seront les plus durement frappés par le changement climatique.

Nous travaillons aussi aux Nations unies. Nous devons absolument amener nos partenaires du monde entier, au plus haut niveau politique, à s'engager dans la lutte contre le changement climatique.

Sur ce point, la détermination du Secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-Moon, lorsque nous nous sommes rencontrés le mois dernier, a été pour moi un véritable signe d'encouragement. Je soutiens sans réserve les efforts que déploie M. Ki-Moon pour résoudre cette épineuse question, et notamment son projet de grande conférence des Nations unies sur le changement climatique.

Cette année, la conférence des Nations unies sur le changement climatique, qui aura lieu à Bali, en décembre sera une date importante. L'Union européenne a déjà engagé le débat

mondial sur le changement climatique. Si nous continuons à préparer le terrain à l'occasion d'autres rencontres prévues en 2007, Bali ouvrira – je l'espère – les négociations en vue d'un accord mondial complet "post-2012".

Le temps presse. Si nous voulons éviter un "trou d'air" en 2012, à l'expiration de l'actuel accord-cadre, il faut parvenir rapidement à un accord international, si possible d'ici à 2009, pour décider des mesures à engager par la suite. Ce qui implique qu'un consensus se dégage sur la voie à suivre.

Enfin, le dernier forum, et non des moindres, c'est le G-8. Le sommet de Heiligendamm sera un jalon important sur la voie d'une solution mondiale au problème du

changement climatique. L'Union européenne compte que d'autres la rejoindront dans sa détermination à prendre d'urgence des mesures concrètes. Nous avons mis cartes sur table: nous invitons les autres pays industrialisés à réduire, comme nous, leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 30 % d'ici à 2020. Cet objectif est très important si nous voulons éviter que les températures n'en viennent à dépasser de plus de 2°C leur niveau de l'ère préindustrielle.

Nos objectifs sont clairs: réduire les émissions de gaz à effet de serre et stabiliser les températures. Quand les atteindrons-nous? Je ne sais pas, mais ce qui importe, c'est que le G8 avance dans cette direction. Ce que je sais, en revanche, c'est que nous devons agir dès maintenant pour ne pas avoir à le payer plus cher plus tard.

Ce ne sera pas facile. Mais un signal pourrait ouvrir la voie à de nouvelles avancées avant la fin de l'année. Nous espérons amener nos partenaires du G-8 à partager notre niveau d'ambition dans l'action et, si possible, à fixer les principales mesures à mettre en œuvre pour traduire concrètement ce niveau d'ambition. Je salue d'ailleurs la détermination de Madame Merkel, la chancelière allemande, à faire pression pour obtenir ce signal, de même que je salue l'initiative qu'elle a prise d'associer la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique au processus.

Il est capital qu'après Heiligendamm, ces pays maintiennent leur engagement sur ces questions. Ce sommet du G-8 ne doit pas

être un événement ponctuel, mais faire vraiment partie intégrante d'un processus.

Pour le volet énergétique, je souhaite que la déclaration finale du G-8 avalise la proposition, émise par l'Union européenne, d'un accord international sur l'efficacité énergétique. Je souhaite qu'elle annonce l'instauration de labels d'efficacité énergétique pour les nouveaux véhicules automobiles. Je souhaite, enfin, qu'elle soutienne les efforts nationaux et internationaux dans les domaines de la capture et du stockage du carbone, notamment pour garantir la sécurité du stockage et créer le cadre juridique nécessaire.

Mesdames, Messieurs,

Pour conclure, je le répète: changement climatique et sécurité énergétique sont étroitement liés. Les mesures prises dans ce premier domaine ont très souvent des répercussions positives dans le second. Une consommation moins élevée, mais aussi d'énergie plus propre, réduit à la fois les émissions nuisibles de gaz à effet de serre et notre dépendance croissante à l'égard des importations de gaz et de pétrole.

Il n'y a pas non plus de corrélation fatale entre réduction des émissions de gaz à effet de serre et blocage de la croissance. L'Europe l'a prouvé.

Je ne dis pas que la lutte contre le changement climatique ne coûte rien. Ce

n'est pas vrai. Ce que je dis, c'est que le coût de la mesure que nous avons prise en souscrivant pour ainsi dire une police d'assurance collective est minime par rapport aux risques qui nous menacent. Mais je le dis et je le redis aussi: plus on agira tard, plus la facture sera lourde.

Le changement climatique appelle une réponse collective, un accord global. Cet accord global pourrait contenir plusieurs volets-clés: recours aux mécanismes du marché, avec établissement de connexions entre différents marchés; recours aux technologies, y compris les transferts de technologies; investissement public; recherche et développement; et politique commerciale – entre autres.

Le sommet du G8 à Heiligendamm et les autres rencontres internationales que j'ai évoquées aujourd'hui sont autant de jalons importants qui seront posés sur la voie de cet accord global. Je n'ai aucun doute, nous parviendrons à sa conclusion, parce que les réalités du terrain et nos opinions publiques nous y contraindront si nous n'agissons pas de nous-mêmes.

Mais ne tombons pas dans le piège de l'inaction en attendant que l'accord se fasse tout seul. Car cet accord progressera par étapes, et non d'un coup de baguette magique. Et il n'y a pas de temps à perdre.

Nous avons déjà fait quelques pas dans la bonne direction. Il faut non seulement continuer, mais aussi accélérer le rythme. Chaque pays doit contribuer à la hauteur de

ses moyens, mais en gardant à l'esprit un objectif commun, avec la volonté d'y parvenir ensemble.

C'est notre seul espoir de pouvoir porter un coup d'arrêt aux dommages causés par le réchauffement climatique, avant d'inverser la tendance.

Cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Merci.

[2779 mots]